

# LE LIBÉRALISME EST MORT, VIVE LE LIBÉRALISME !

*Le libéralisme est mort.*

*Il a tenté pendant trois siècles de répondre à une question hautement paradoxale et nouvelle dans l'histoire humaine : comment organiser une société pour accroître la liberté de ses membres ? Question dialectique, qui fait du collectif le garant de sa propre dissipation. Question irritante, qui enjoint les citoyens à tolérer ce qui leur est étranger – à la fois sur le plan religieux (la laïcité), économique (la concurrence), intellectuel (la liberté d'expression), moral (la diversité) ou démocratique (le pluralisme). Cette question est devenue obsolète.*

**Gaspard KOENIG**

Philosophe, essayiste, romancier  
Fondateur du think tank GenerationLibre

**D'**abord en France. Plus aucun parti ne se revendique du libéralisme, au point que l'actuelle majorité a insisté au Parlement européen pour débaptiser l'ALDE, l'historique Alliance des Libéraux et Démocrates Européens, et lui coller l'insipide étiquette « Renew ». Plus aucun intellectuel de premier plan n'ose prononcer le mot, sous peine d'excommunication universitaire et de mise au pilori médiatique. Quelques-uns ont tenté, en prononçant l'éloge funéraire du libéralisme, de comprendre les causes de son décès. Le sociologue Ray-

mond Boudon mettait en avant la pulsion constructiviste des intellectuels ; les économistes Augustin Landier et David Thesmar, la disparition de l'actionnariat populaire ; le juriste Jean-Philippe Feldman, le poids historique de l'État depuis Charlemagne ; l'historien Robert Paxton, l'émergence de l'économie administrée sous Vichy ; le philosophe Serge Audier, la confusion entretenue après guerre entre libéralisme classique et néo-libéralisme(s)... J'ajouterai pour ma part que le gaullisme triomphant de l'après-guerre a porté à la tradition libé-

rale un coup fatal : « l'ardente obligation » du plan a consolidé le dirigisme économique, l'ENA a formé les élites dans « le service de l'État » (et non des citoyens), et le référendum de 1962 pour l'élection du Président de la République au suffrage universel a renoué avec la tradition bonapartiste. Résultat, l'autorité centrale s'imisce sans limite dans nos vies. Les citoyens se sentent impuissants, infantilisés, et sont poussés à la révolte pour regagner une part de dignité, comme l'a bien analysé Pierre Rosanvallon s'agissant des Gilets jaunes.

C'est d'autant plus cruel que la France peut légitimement se vanter d'avoir inventé le libéralisme, philosophie totale de l'homme et de la société. Pierre de Boisguilbert, luttant (déjà) contre le système corporatiste mis en place par Colbert, en est le père spirituel. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les physiocrates ont théorisé la libre entreprise, inspirant largement les Anglais (Adam Smith lisait Turgot). La Révolution française a représenté l'aboutissement politique de ces réflexions : la Déclaration des Droits de l'Homme reste à mes yeux le plus beau texte de philosophie politique, allant jusqu'au bout de la logique de la « liberté négative » (pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui, comme le dit l'article 4). Marx ne s'y trompera pas, en reprochant aux révolutionnaires de 1789 de faire de l'individu une « monade ». Voici la monade contre la tribu. Une monade qui pourra ensuite

rejoindre volontairement, consciemment, les groupes de son choix.

Ces origines révolutionnaires du libéralisme politique, qui confèrent un rôle de premier plan à l'État moderne pour arracher l'individu à la fatalité sociale comme pour l'émanciper de ses préjugés, eurent encore un écho tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Rappelons que dans les romans de Stendhal, les « libéraux » sont les progressistes qui luttent contre l'arbitraire royal et les conservatismes locaux. Que Flaubert se définissait, dans une lettre à Mme Leroyer de Chantepie, comme un « libéral enragé ». Que les auteurs libéraux impliqués en politique, comme Alexis de Tocqueville ou Frédéric Bastiat, ont souvent siégé à gauche de l'hémicycle.

Au XX<sup>e</sup> siècle, la pensée libérale s'est progressivement refermée sur les questions économiques : Jacques Rueff, Maurice Allais.

Puis, plus rien.

Emmanuel Macron l'a définitivement congédiée en déclarant solennellement, au sujet du séparatisme comme de la pandémie, qu'il fallait transformer une « société de libres individus » en une « nation de citoyens solidaires ». De manière cohérente, le chef de l'État ne cesse de répéter que lesdits citoyens solidaires sont dotés de droits mais symétriquement soumis à des

devoirs – comme si la liberté d'expression ou le droit de propriété étaient conditionnels, comme si la Déclaration des droits de l'homme devenait celle des « droits et devoirs » ! Que des obligations découlent d'un droit, c'est une évidence (si je possède un bien, je ne peux m'emparer de celui d'autrui). Mais l'octroi de ces droits ne devrait être sujet à aucune règle de bon comportement.

Il fallait donc un Président jeune et progressiste pour enterrer la fiction nécessaire du contrat social entre individus libres, pour confondre le droit et la morale. Nous sommes désormais aspirés, sous divers prétextes, dans le grand tout du vivre-ensemble. Non plus sujets de droit, libres de faire tout ce que la loi n'interdit pas, mais instruments de la morale collective, sommés de distinguer entre le Bien et le Mal.

Parce que les idées mènent le monde, hier comme aujourd'hui, ces considérations théoriques ont des répercussions extrêmement concrètes sur les politiques publiques. La faillite du libéralisme explique la multiplication des états d'urgence, l'expansion vertigineuse du domaine de la surveillance, les atteintes continues à la liberté d'expression, la connivence entre le gouvernement et le grand capital, la puissance des corporations, la centralisation de l'organisation du territoire, les restrictions sociétales et bioéthiques, l'approche agressive de la laïcité, etc.

## LE LIBÉRALISME A ÉTÉ DÉVORÉ PAR SON ENFANT DEVENU FOU : LE NÉOLIBÉRALISME

Le cas français s'inscrit hélas dans un contexte mondial de déclin du libéralisme. En Occident tout du moins, il a été dévoré par son propre enfant devenu fou : le néolibéralisme.

J'ai longtemps refusé d'employer ce terme, le préfixe étant une manière trop commode de disqualifier l'adversaire. La somme de Serge Audier sur les *Néolibéralisme(s)* m'a pourtant convaincu de sa pertinence historique. D'une philosophie chatoyante, humaniste et ouverte est né après-guerre un rejeton étrange et difforme. Conçu au sein de l'école autrichienne, biberonné par la Société du Mont Pélerin puis mûri à Chicago, il fait du marché l'alpha et l'omega de toute analyse, en lui sacrifiant bien volontiers la délibération démocratique. Cette vision assez simpliste, ignorante des sciences humaines, a obtenu des victoires politiques stupéfiantes à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Les décideurs politiques se sont abandonnés à des experts : les économistes (*it's the economy, stupid!*). Et les économistes ont construit leurs modèles sans en interroger les sous-bassements idéologiques : que les individus recherchent avant tout leurs intérêts matériels ; et que le rôle des pouvoirs publics est d'optimiser leurs tran-

ans un  
ralisme.  
dévoré  
le néo-  
  
ce terme,  
ommode  
me de  
e(s) m'a  
nce his-  
oyante,  
guerre  
onçu au  
onné par  
mûri à  
et l'ome-  
tant bien  
ratique.  
ignorante  
des vic-  
la fin du  
se sont  
omistes  
omistes  
en inter-  
ogiques :  
tant tout  
rile des  
ans tran-

sactions pour accroître l'utilité collective. Toute notre modernité bétonnée, mondialisée, connectée, arasant les différences et les cultures dans la niaiserie étale des *likes*, est issue de cette double erreur.

Il est trop facile de croire, dans le sillage de Noam Chomsky, que ce néolibéralisme serait coupable d'avoir dérégulé les marchés et affaibli l'État. L'analyse de Michel Foucault, reprise aujourd'hui par Barbara Stiegler, est bien plus subtile. Dans ses *Leçons de Biopolitique*, à mon sens le texte le plus lumineux sur l'histoire du libéralisme, Foucault définit le néolibéralisme comme la combinaison de la bureaucratie et du marché, tous deux au service de la maximisation du bien-être (défini de manière utilitariste comme la somme des plaisirs et des peines). Peu importe que les individus décident de leur propre destin, il faut les étourdir de confort. Il existe ainsi une vérité, celle de l'utilité maximale. Une vie plus longue à tout prix, de la nourriture en excès, une information sans limite, une mobilité perpétuelle : voilà les critères universels du développement. Plus de tout, moins cher. L'alternative est impossible à penser.

Le néolibéralisme joue alors contre la liberté individuelle. Tout d'abord en étendant à l'infini la sphère de la bureaucratie. C'est la thèse de l'anthropologue David Graeber dans *L'Utopie des Règles*, qui prend d'ailleurs bien soin de différencier le néolibéralisme du libéralisme classique d'Adam Smith. Dans la lignée de Max

Weber, Graeber voit dans la bureaucratisation un phénomène global et systémique, qui concerne aussi bien l'administration que le secteur privé, et gagne tout autant la France que les États-Unis. Inflation normative et surconsommation vont de pair. Lois et algorithmes nous enferment dans un réseau de normes et d'incitations de plus en plus serré, destinées à renforcer le contrôle et à éliminer le risque. La moindre initiative est soumise à d'absconces autorisations. Nous devons décliner notre identité dix fois par jour. Comme le dit Graeber de manière provocante, le paysan sous l'Ancien Régime était peut-être plus libre que le citoyen d'aujourd'hui. Car si le pouvoir était inique et arbitraire, du moins pouvait-on s'en préserver, en vivant dans ses interstices. Montaigne, déjà excédé par l'excès des lois, expliquait plaisamment que « le poids de la souveraineté ne touche un gentilhomme français, à peine deux fois en sa vie ». . . Avec l'expansion de la sphère publique et l'essor des technologies de surveillance, cette zone grise n'existe plus aujourd'hui. À quoi bon se voir reconnaître les grands droits fondamentaux, si notre existence quotidienne est encombrée de mille restrictions intrusives ?

Encore plus fondamentalement, le néolibéralisme remet en cause le principe le plus central du libéralisme : le libre-arbitre, qui sous-tend aussi bien le système judiciaire que le vote démocratique. Le terrible principe du *nudge*, de la manipulation douce des comportements, se fonde sur l'idée

que nous ne serions pas assez éclairés pour comprendre ce qui nous est profitable, ni – pire encore – pour vraiment savoir ce que nous voulons. La science contemporaine fournit de bons arguments en ce sens : les avancées conjointes de la psychologie (Daniel Kahneman), de l'économie comportementale (Richard Thaler) et des neurosciences (Stanislas Dehaene) ont mis en lumière les biais cognitifs et les déterminismes neuronaux auxquels nous sommes soumis, diminuant d'autant notre « liberté » de choix et donc notre capacité à assumer notre propre destin. Le libre-arbitre est largement considéré par la communauté scientifique comme un résidu théologique. Ce consensus intellectuel ouvre la voie à l'emprise technologique : les techniques d'Intelligence Artificielle (IA), en amassant suffisamment de données, prétendent nous connaître mieux que nous-mêmes et nous orienter en dépit de nos préférences explicites. Tel est le point de départ de Yuval Harari dans *Homo Deus* : l'IA remet en cause de manière brutale le principe des sociétés libérales depuis les Lumières, à savoir notre capacité d'auto-détermination.

J'estime pour ma part que l'on peut apporter une réponse différente à la question légitimement soulevée par Harari. Dans mon livre d'enquête sur l'IA, *La fin de l'individu*, je me suis efforcé de réhabiliter le libre-arbitre comme délibération intérieure et de redonner par conséquent à l'individu la maîtrise de ses données via un

droit de propriété. Mais il faut admettre que les arguments utilitaristes de notre époque vont davantage dans le sens de la reconnaissance faciale que vers l'autonomie du jugement.

Le néolibéralisme a créé un univers frénétique à force d'être fluide, inhumain à force d'être fonctionnel, qui traverse aujourd'hui une crise patente. « Crise de l'abondance », comme l'a fort bien décrite François-Xavier Oliveau dans l'essai qui porte ce titre. Abondance de biens, d'énergie, d'information, de bâti, de capital. Abondance qui génère son propre désordre : déchets, émissions carbone, désinformation, artificialisation des sols, bulles spéculatives.

On ne résoudra pas cette crise par de simples mesures techniques. Pour changer de paradigme, un travail doctrinal est nécessaire. Il nous faut revenir aux sources de la liberté.

## LE LIBÉRALISME DU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE SERA UNE PHILOSOPHIE DE LA SIMPLICITÉ OU NE SERA PAS

Face à la bureaucratisation exponentielle, nous devons plaider pour une simplification drastique du droit et des procédures. Une véritable révolution normative fon-

dée sur la confiance  
faire moins plutôt

Face à l'utilitarisme  
rappeler que la li  
multiplier les possi  
à tout moment. Ell  
dans la tradition sto  
soi, une indifférenc  
térieures qui l'assin  
briété personnelle. L  
dépouillement et la  
Vouloir moins plut

Ces deux mouvem  
sobriété, sont liés.  
si Tocqueville, pour  
la « tutelle adminis  
*Régime et la Révolu*  
chantre des espaces  
vage dans un petit r  
*jours dans le désert.*  
du Michigan à la r  
encore vierge. Avec  
Gustave de Beaumo  
à cheval vers les der  
colonisation europée  
avancé de Saginaw.  
diens encore non  
civilisation et admin  
rêts primaires. Le v  
fleuve, avec des accer  
solitude fleurie, dél  
magnifique demeur  
pour l'homme, mais  
pas encore pénétré.  
cie la sagesse des pe

dée sur la confiance dans l'individu. Il faut faire moins plutôt que plus.

Face à l'utilitarisme galopant, nous devons rappeler que la liberté ne consiste pas à multiplier les possibles, à pouvoir tout faire, à tout moment. Elle exige tout au contraire, dans la tradition stoïcienne, une maîtrise de soi, une indifférence aux circonstances extérieures qui l'assimile à une forme de sobriété personnelle. Il faut apprendre l'art du dépouillement et la joie de la déconnexion. Vouloir moins plutôt que plus.

Ces deux mouvements, simplification et sobriété, sont liés. Ce n'est pas un hasard si Tocqueville, pourfendeur bien connu de la « tutelle administrative » dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, s'est aussi fait le chantre des espaces naturels et de la vie sauvage dans un petit récit méconnu, *Quinze jours dans le désert*. Il y décrit sa traversée du Michigan à la recherche d'une nature encore vierge. Avec son fidèle compagnon Gustave de Beaumont, il part quinze jours à cheval vers les dernières frontières de la colonisation européenne, jusqu'au poste avancé de Saginaw. Il rencontre des Indiens encore non corrompus par notre civilisation et admire la canopée des forêts primaires. Le voilà savourant sur un fleuve, avec des accents lamartiniens, « une solitude fleurie, délicieuse, embaumée ; magnifique demeure, palais vivant, bâti pour l'homme, mais où le maître n'avait pas encore pénétré. » Tocqueville apprécie la sagesse des peuples premiers, moins

attirés par la conquête des biens matériels que par la jouissance de l'instant présent. Il se laisse aller à une nostalgie par anticipation : ces solitudes sauvages, « on se hâte en quelque sorte de les admirer », en sachant qu'elles seront bientôt remplacées par des quais, des routes, du commerce. Prophétie facile mais juste : Saginaw est aujourd'hui une ville industrielle de 50 000 habitants.

Il y a donc, aux origines tocquevilliennes du libéralisme, un rejet de l'État qui asservit mais aussi de l'industrie qui homogénéise. Voici le lien profond entre le libéralisme et l'écologie, entre la liberté et le vivant. Au-delà des urgentes mesures contre le changement climatique, au-delà du nécessaire débat sur la croissance, il s'agit de trouver, comme le souhaitait André Gorz, une définition du suffisant. La loi suffisante, le désir suffisant. C'est en recherchant en nous-mêmes le sens de la mesure que l'on prendra pleinement la mesure du monde.

## IL FAUT QUE LE LIBÉRALISME MEURE POUR QU'IL PUISSE RENAÎTRE

Qu'y a-t-il de plus libéral que d'apprendre de ses erreurs, d'expérimenter en tâtonnant, de renoncer au système au profit de la réalité ?

À la fin des années 1930, le colloque Lippman avait ainsi acté de l'échec du laissez-faire manchestérien, largement responsable du krach de 1929, et prôné un État plus régulateur. De ce colloque avaient émergé différentes écoles, dont l'ordolibéralisme allemand et le néolibéralisme américain.

Aujourd'hui, il nous faut similairement constater les apories du néolibéralisme et rompre avec l'optimisation à outrance. Les économistes libéraux Augustin Landier et David Thesmar, dans leur récent essai intitulé *Le prix des valeurs*, se sont engagés dans cette voie, en reprochant à leurs collègues d'avoir développé une expertise autoritaire, sourde aux aspirations des individus. Nous devons replacer la délibération intérieure et le débat collectif au cœur de notre société.

Ce libéralisme de la simplicité, ce libéralisme frugal comme on pourrait le baptiser, se décline lui aussi en politiques publiques d'un genre nouveau : révolution normative, revenu universel, autonomie locale, propriété des données personnelles, droit du

vivant, etc. Autant de réponses nouvelles à cette très vieille question : comment organiser une société pour accroître la liberté de ses membres ?

Mais politiquement, le mystère reste entier. Les partis de gouvernement restent aujourd'hui prisonniers du néolibéralisme, à quelques nuances près. Les autres ne promettent que le collectivisme, qu'il soit national ou socialiste. On voit mal, dans le cadre de nos institutions, qui aura l'intelligence et le courage de proposer un libéralisme renouvelé, modéré dans ses principes et radical dans ses propositions. Faudra-t-il un désastre, une guerre comme après le colloque Lippman, ou un effondrement environnemental, pour qu'un paradigme alternatif puisse voir le jour ?

Seul Tocqueville nous donne quelque motif d'espoir. « C'est par la jouissance d'une liberté dangereuse, écrivait-il, que les Américains ont appris l'art de rendre les dangers de la liberté moins formidables ». Comme si le fleuve de la liberté, après tous ses débordements, finissait toujours par rentrer de lui-même dans son lit ■

## AU

Parmi les pères  
hommes d'in  
la liberté. Leu  
les trente ann  
démocratie.

« Ce parti l  
peu, mais  
n'est pas  
ment attachée  
c'est une Église  
pour quiconque  
en jouir »<sup>1</sup>. C'est  
boulaye (1811-1  
grand spécialiste  
grands intellect  
vait la montée  
au lendemain de  
un ouvrage intit  
gramme et son a  
libéralisme au n  
tenons l'exorde,  
programme et sa

1 - Cité dans Louis  
1814-1875, Aubier

2 - Édouard de Lal  
programme et son av